

«Prud'hommes» ou le travail côté cour

FESTIVAL DE LOCARNO • Un documentaire tourné par Stéphane Goël au Tribunal des prud'hommes de Lausanne dévoile l'ordinaire des conflits entre employeurs et employés. Un état des lieux édifiant.

PROPOS RECUEILLIS PAR

MATHIEU LOEWER

De *Mais im Bundeshuus – Le Génie helvétique* de Jean-Stéphane Bron à *La Forteresse* de Fernand Melgar, nombreux sont les documentaires romands qui s'insinuent dans les coulisses de nos institutions. Si *Prud'hommes* s'inscrit a priori dans cette veine, son auteur s'intéresse moins au monde de la justice qu'à celui du travail. Le Tribunal des prud'hommes de Lausanne, où Stéphane Goël a tourné durant quarante jours sur près d'une année, s'avère en effet un lieu révélateur de réalités qui échappaient jusque-là au champ des caméras. En donnant un aperçu – parfois un peu frustrant – des conflits entre employeurs et employés, le film témoigne en outre de la méconnaissance du droit et de l'immense besoin de reconnaissance de ces derniers.

Découvert lundi au Festival de Locarno à l'enseigne de la section Cinéastes du présent, ce documentaire sort le 6 octobre en Suisse romande. Rencontre avec son réalisateur, collègue de Fernand Melgar au sein du collectif lausannois Climage.

Comment avez-vous obtenu l'autorisation de filmer les audiences du tribunal?

Stéphane Goël: Très difficilement. Le projet remonte à 2002 et ce n'était pas possible à l'époque. L'idée m'est revenue en 2008, quand on prédisait en Suisse les effets de la crise sur l'emploi. Nous avons alors repris contact avec les autorités judiciaires vaudoises. Entre-temps, une attachée de presse avait été engagée. Il y a eu un changement de mentalité, une volonté nouvelle de donner l'image d'une justice transparente. Nous avons donc pu tourner au tribunal, mais à condition que toutes les personnes filmées acceptent de signer une décharge.

Quelles difficultés avez-vous rencontrées au tournage?

Au départ, on voulait réaliser un documentaire d'immersion comme *La Forteresse*, en passant plusieurs semaines dans ce lieu. Mais, n'ayant pas accès aux dossiers, on ne savait rien des affaires qui seraient jugées. Il fallait demander l'accord des deux parties au moment où les gens arrivaient au tribunal. Nous sommes souvent rentrés bredouilles après avoir passé la journée entière sur place. On ne pouvait pas continuer comme ça. Nous avons alors créé un réseau entre les syndicats, la permanence de l'inspection du travail et certains avocats, pour dénicher en amont des histoires que l'on pourrait aussi accompagner sur la durée.

Vous avez tourné longtemps et beaucoup. Comment se sont opérés les choix au montage?

Avec 125 heures de rushes, les choix s'opèrent dans la douleur! C'est bien sûr la phase la plus intéressante pour un film comme celui-là, qui ne peut pas se structurer à l'écriture. J'ai travaillé pendant 17 semaines avec la monteuse, Loredana Cristelli, pour mettre en place une histoire composée de plein de petits récits.

Les cas retenus donnent l'impression que les jeunes et les personnes d'origine étrangère sont particulièrement exposés...

C'est exactement ça! Du moins parmi la population à revenus modestes ou en situation précaire qui comparait devant les Prud'hommes. Il s'agit d'une procédure simple et gratuite, où les indemnités sont limitées dans le canton de Vaud à 30 000 francs ou à six mois de salaire.

On y voit des gens qui n'ont souvent pas connaissance de leurs droits, qui sont rarement syndiqués. Ils dé-

couvrent le droit du travail lorsqu'ils vivent un conflit. Les femmes sont aussi plus exposées, mais les personnes impliquées dans des cas de harcèlement sexuel n'ont pas voulu être filmées.

Vous filmez presque exclusivement les employés. Est-ce un parti pris revendiqué?

Le film parle de la souffrance au travail, qui est avant tout vécue par les employés. Le point de vue adopté était dès le départ celui de gens qui s'estiment victimes d'une injustice, qui se battent pour obtenir une forme de reconnaissance de la loi et de la société. Ce n'est pas pour autant une posture idéologique, parce qu'on voit que la réalité reste complexe. La question du rapport à la parole, qui m'intéressait beaucoup, se posait aussi davantage du côté de l'employé. Celui-ci doit se débrouiller seul pour raconter sa version des faits alors que le patron est souvent assisté par un avocat. Pour se défendre, il faut être capable de bien s'exprimer, de construire un récit pour se faire entendre. Ce n'est pas facile pour des gens qui n'en ont pas l'habitude.

Qu'avez-vous appris en tournant ce documentaire?

Sur la souffrance au travail, mes intuitions ont été confirmées. J'en ai plus appris sur le fonctionnement de la justice, que je voyais à tort comme un bloc de certitudes. La sensibilité du juge peut avoir beaucoup d'importance. Je ne mesurais pas non plus cet énorme besoin de reconnaissance de la part des employés. S'il y avait davantage de reconnaissance dans le monde du travail, de nombreux cas ne finiraient pas devant les Prud'hommes – parce que c'est cela que les gens attendent de la justice. Et ils repartent souvent frustrés parce que celle-ci va plutôt leur offrir de l'argent ou un compromis. |



«Prud'hommes» révèle des réalités qui échappaient jusque-là au champ des caméras. CLIMAGE